

(Re)vivez les temps forts de #LaREF25

Publié le 27 août 2025

La 7^e édition de la Rencontre des Entrepreneurs de France, événement économique et politique majeur de la rentrée 2025 – en France s’est tenue les 27 et 28 août 2025 au coeur du Stade Roland-Garros, écrin d’élégance et de puissance symbolique.

[Télécharger le discours d'ouverture de Patrick Martin au format PDF](#)

Verbatim du mercredi 27 août



18h50-19h40 : Débat "Terres rares, énergies nouvelles - piège ou promesse ?", avec Marc Ferracci, Pierre-Etienne Franc, Philippe Kehren, Marie Perrin, Guillaume Pitron et animé par Raphaëlle Duchemin

Philippe Kehren : *"On a un vrai savoir-faire, donc c'est une belle promesse !"*

Marc Ferracci : *"Développer les énergies renouvelables et les métaux rares n'est pas un piège, c'est un impératif !"*

Guillaume Pitron : *"Personne ne veut de la partie noire des énergies vertes !"*

Marc Ferracci : *"La sortie des dépendances ne pourra se faire en forant exclusivement ailleurs !"*

Philippe Kehren : *"Diversifier ses sources est une question de volonté !"*

Guillaume Pitron : *"Nous allons consommer plus de métaux dans les dix prochaines années que tous les métaux consommés depuis 70 000 ans !"*

"Nous allons vers un monde haute matière !"

Pierre-Etienne Franc : *"Une autre solution est aussi d'utiliser moins de métaux rares !"*

"Il faut aussi une réglementation saine, simple et efficace."

Marc Ferracci : *"Il faut concevoir la politique industrielle de manière globale !"*

Guillaume Pitron : *"Même quand on sait faire, on ne veut rien faire, car c'est moins cher d'aller chercher des terres rares chez les Chinois que dans des produits recyclés."*

Marie Perrin : *"Il faut utiliser toute la filière du recyclage pour exploiter les "mines urbaines" de terres rares."*

"Plein de filières n'ont pas encore été exploitées !"

Marc Ferracci : "On voit surgir le prix de la dépendance !"

"On ne part pas de rien ! Un certain nombres de projets sont soutenus par l'Etat, l'enjeu est d'articuler cela à la stratégie européenne."

Guillaume Pitron : "La préférence européenne ne peut être effective qu'à l'échelle de ce que l'Europe peut produire !"

Marie Perrin : "On utilise souvent des terres rares sans en avoir conscience !"

Marc Ferracci : "Les incitations à acheter local existent sur le papier, maintenant, il faut les faire vivre ! Nous devons aller collectivement plus vite et plus loin."

"La mine, ce n'est plus Germinal !"

"Nos concurrents ont de l'avance, ce sera difficile de les rattraper !"

Philippe Kehren : "Il faut trouver le moyens d'inciter nos clients à acheter local !"

Guillaume Pitron : "Il faut 16 ans en moyenne pour ouvrir une usine ! Pour la chaîne de valeur, c'est encore plus. Les Chinois ont mis 25 ans."

"Il faut avoir une logique de filière pour tous les métaux."

Philippe Kehren : "Nous avons un problème de chaîne de valeur ! Il faut la développer dans sa totalité."

Pierre-Etienne Franc : "Le gaz peut s'arrêter du jour au lendemain, ce qui n'est pas le cas pour le renouvelable et les terres rares."

"Il faut travailler la souveraineté de l'accès."

"Sans la Chine, cette transition ne se fera pas aussi vite que nécessaire."

Marc Ferracci : "Derrière les terres rares, il y a une histoire de dépendance, qui vient percuter une autre dépendance, celle aux énergies fossiles."

"Il faut appuyer sur plusieurs leviers; celui de la technologie, celui d'extraire et de raffiner plus sur notre sol, celui de diversifier les approvisionnements et celui du recyclage."

"Les terres rares ne sont pas si rares, ce sont les capacités de raffinage qui le sont."

Marie Perrin : "Les prix sur les terres rares ont fait jusqu'à 700 %."

"Nous sommes face à une crise, comment réagit-on ?"

Guillaume Pitron : "Nous avons mis la charrue avant les boeufs !"

"On n'a jamais pensé à l'extraction et au raffinage des terres rares, nécessaires à la décarbonation."

17h50-18h50 : Débat "L'Europe, quoi qu'il en soit ?", avec Jean-Noël Barrot, François Xavier Bellamy, Aurore Lalucq, Fabrice Le Saché, Emma Marcegaglia, Stéphane Séjourné et animé par Nicolas Barré

Stéphane Séjourné : "Cet accord avec Trump, c'est l'accord de tout le monde, pas uniquement de la Commission européenne, nous sommes tous responsables du résultat."

"Cet accord là n'est le pire accordé. C'est probablement sur le papier le meilleur. Je le dis sincèrement."

"Une partie de ces tarifs d'ailleurs seront financés et payés par les Américains. Mais néanmoins le deal, la contrepartie, c'était la prévisibilité pour pouvoir investir sur le long terme et pour pouvoir organiser les chaînes de valeur, mais cette prévisibilité n'est pas encore là et c'est mon inquiétude."

Emma Marcegaglia : *"Europe is still a place where there is democracy. I don't want to become as the United States or as China."*

"We have the leadership in some important business and innovation !"

"We know what we need to do, the problem is that we are too slow !"

"It's really time to decide to change and to be courageous, there is a lot of space for European culture and our European way of life !"

Fabrice Le Sauté : *"Les Etats-Unis sont un partenaire important et cela ne changera pas. C'est un partenaire au delà de l'économie, sur des questions politiques, sur des questions de défense, etc."*

"Comment la Commission peut-elle s'engager pour les entreprises ?"

"On a notre destin entre nos mains. Ce n'est pas à Pékin et Washington, mais à Bruxelles et à Paris qu'on peut agir contre les colis de Shein ou Temu, qui ne respectent aucune de nos réglementations environnementales et sociales."

"On a notre destin entre les mains, mais on s'empêche nous-mêmes."

François Xavier Bellamy : *"Il y a un bras de fer, il faut que l'Europe assume qu'elle a des intérêts à défendre. Mais il faut aussi éviter de rentrer dans une surenchère, qui serait destructrice de tous les côtés."*

"L'Europe est confrontée à sa propre faiblesse. L'agressivité commerciale de Trump, c'est une donnée, ça ne dépend pas de nous. Ce qui dépend de nous en revanche, c'est de nous donner les moyens de créer pour nos entreprises le climat dans lequel elles pourront se développer, quel que soit les vents contraires."

"Le grand problème pour les entreprises européennes ne sont pas les droits de douane américains. Le grand problème est que l'Europe est en train d'asphyxier sa propre économie. Les Européens sont en train de toucher du doigt les conséquences de leur propre décrochage."

"La France a créé l'environnement le plus fiscalisé d'Europe. Nous avons le travail le plus chargé d'Europe. Quand l'Europe met une couche de réglementation, on en rajoute toujours trois et après on demande à nos entreprises d'aller jouer la concurrence mondiale !"

"Trump va continuer de créer des difficultés et on va continuer d'avoir du mal à les affronter. Commençons par libérer enfin nos entreprises des freins que nous nous sommes imposés à nous mêmes."

"Il est temps de refaire de l'Europe le continent où l'économie de demain s'inventera."

Aurore Lalucq : *"Trump est en train d'imposer un capitalisme d'extorsion."*

"Quand est ce qu'on va comprendre que le business model de Trump, c'est de nous taper dessus !"

"C'est quelqu'un qui n'a pas de parole, on le sait, mais nous on n'a pas de courage au niveau européen et il serait peut être temps qu'on en ait."

"Trump est en train de prouver que l'homme le plus puissant politiquement au monde est plus fort que l'homme le plus riche du monde, c'est-à-dire Elon Musk."

"La question, c'est celle de notre souveraineté. Est ce qu'on décide d'être souverain ou pas? Parce que si ce sont les Etats-Unis qui décident de notre réglementation, allons jusqu'au bout en devenant un état américain, au moins, un siège au congrès !"

Jean-Noël Barrot : *"Les Européens ont rarement été autant en attente d'Europe. Dans un monde troublé, brutalisé, l'euro est une forme d'assurance vie."*

"En quelques mois, le nouveau désordre mondial a perturbé, a bousculé un certain nombre de certitudes avec lesquelles nous vivions depuis près de huit décennies. La certitude de la paix. Nous avons aujourd'hui sur le continent européen une guerre de haute intensité et une Russie surarmée qui poursuit un dessin impérialiste et colonial. La certitude de la prospérité. Au moment où les Etats-Unis, la Chine se lancent dans une course à la domination technologique et où les guerres commerciales font leur retour. Et puis la certitude de la démocratie, alors qu'on a vu ces derniers mois des élections en Europe, dans l'Union européenne, être manipulées, voire annulées."

"Si nous voulons préserver tout ce que nous avons patiemment construit, si nous voulons être maîtres de notre destin et pouvoir peser à l'extérieur, il nous faut être fort à l'intérieur, Il nous faut développer de la force morale, de la force militaire et de la force économique."

17h00-17h50 : Séquence internationale, avec Bassirou Diomaye Diakhar Faye et Nadia Fettah Alaoui

Nadia Fettah Alaoui : *"Le partenariat entre l'Europe et la France devrait se projeter dans l'avenir en un partenariat entre l'Europe et l'Afrique !"*

"La planète impose une finale que nous ne pouvons pas perdre !"

" 45 % de notre énergie est déjà composé d'énergies renouvelables et nous voulons aller beaucoup plus loin."

"La transition énergétique du Maroc est un choix de civilisation !"

"La révolution numérique et l'IA transforment nos économies et nos sociétés, le Maroc veut faire du numérique un levier de compétitivité."

"Aucun match ne peut se jouer sans des joueurs motivés ! Notre jeunesse est notre force, mais aussi notre défi, c'est pourquoi nous avons placé l'éducation au coeur de nos priorités."

"En croyant en sa jeunesse, le Maroc croit en son avenir !"

"Le Maroc est une terre d'opportunités, c'est une des destinations les plus attractives en Afrique."

"Un match décisif ne se joue pas seul, il se gagne par la confiance et l'esprit d'équipe !"

"Le Maroc est prêt à gagner avec vous !"

Bassirou Diomaye Diakhar Faye : *"L'esprit d'entreprise est fait de patience, d'endurance et de passion !"*

"Nous voulons bâtir ensemble les conditions d'un partenariat novateur et bénéfique."

"Le Sénégal reste un pays ouvert à tous les partenariats, vous y avez toute votre place dans un contexte mondial de compétition."

"Nous avons un atout commun : celui d'une coopération commerciale ambitieuse et positive."

"Pour le Sénégal, l'avenir se joue aujourd'hui !"

"Vision, stratégie et solidarité, c'est dans cet esprit que nous avons défini notre vision Sénégal 2050. Ce plan offre des opportunités de partenariats publics-privés."

"Nous vouons alléger la fiscalité et améliorer significativement le climat des affaires."

"La lutte contre la corruption est également au coeur de mon mandat, afin d'instaurer la confiance."

"Le Sénégal a une part importante de renouvelables dans son mix énergétique."

"L'un de nos plus grands atouts est la jeunesse de notre pays, plus de la moitié de notre population a moins de 25 ans !"

"Le Sénégal vous offre un marché en expansion, c'est le temps pour vous de jouer le jeu décisif et de porter vos regards vers le Sénégal !"

"Le Sénégal est prêt à jouer le match de l'avenir avec vous et à le gagner."

16h00-17h00 : Débat "Qui peut ou veut encore verdir le monde ?", avec Alexandre Bompard, Guillaume Borie, Christian Gollier, Catherine MacGregor, Alexandra Palt et animé par Brigitte Boucher

Alexandre Bompard : *"Il y a une quadrature du cercle dans ce sujet. Au fond, il y a une tension un peu irréconciliable entre à la fois une contrainte de pouvoir d'achat et des défis environnementaux dont on connaît l'urgence et le coût."*

"Cette tension part du consommateur. Le consommateur, le client choisit toujours le prix ! Cela ne signifie pas qu'il n'est pas intéressé par la qualité alimentaire, par la transition environnementale, mais le prix est toujours là. Si plus vert, ça veut dire plus cher. cela ne marche pas dans la vraie vie."

"La réduction des emballages plastiques, c'est un sujet qui résout le mieux la contradiction entre pouvoir d'achat et protection de l'environnement."

"Pour un consommateur, le pire est l'incertitude, or c'est ce que vit le consommateur français depuis l'année dernière !"

"Plus il y a d'incertitude, plus l'impact économique est fort, or seule la consommation tient aujourd'hui la croissance française."

"L'esprit de responsabilité doit être là tous les jours."

"Il faut mettre un terme aux sujets d'impuissance publique !"

Guillaume Borie : *"Le changement climatique est une réalité et l'augmentation des catastrophes naturelles est une réalité, que désormais on vit au quotidien."*

"Entre 2000 et aujourd'hui, le coût des catastrophes climatiques en France a doublé et selon les estimations que nous avons faites, il triplera à nouveau entre 2025 et 2050. C'est une réalité qui s'impose à tous ça."

"Il y a une différence entre les territoires sur lesquels des choses ont été faites et les territoires qui n'ont rien fait !"

"Il y a une responsabilité individuelle de choisir d'adapter, mais comment inciter les gens à le faire !"

Catherine MacGregor : *"Il faut électrifier beaucoup les usages."*

"La France n'a pas de politique énergétique. Nous n'avons pas réussi à voter une TPE."

"L'énergie, c'est un sujet long terme."

"On dit que le renouvelable pendant 10 ans coûterait à l'Etat 300 milliards d'euros, un chiffre énorme. Quand les chiffres sont tellement énormes, quand les fake news sont tellement énormes, le rationnel est tétanisé et cette tétanie nous menace tous."

"Quand vous avez un chiffre comme ça, ne le reprenez pas sans en avoir vérifié le bon fondement. Elle vous empêche de faire cette transition énergétique comme vous le voudriez."

Christian Gollier : *"Chaque tonne de CO2 est responsable d'un flux de dommages d'environ 250 € par tonne, donc la France est responsable chaque année de 100 milliards de dommages en valeur actualisée, mais qui vont s'étaler sur des siècles."*

"Le 1^{er} problème en France, c'est l'absence de responsabilité individuelle. Quand on pense changement climatique, on pense aux entreprises, on pense aux négociations internationales, mais on oublie que, quand vous prenez votre voiture pour vous rendre au boulot, vous êtes aussi responsable !"

"Il y a un coût à l'action, mais aussi un coût à l'inaction. Décarboner l'acier va doubler son coût !"

"Quand les gens ne comprennent pas qu'ils ont une responsabilité individuelle et que pour répondre à cette responsabilité individuelle, il va falloir faire des sacrifices, évidemment, ils vont voter pour des partis qui ne leur demandent aucun sacrifice !"

"Si une entreprise qui est en situation concurrentielle accepte de décarboner, elle va devoir affronter des coûts importants, il ne faut pas l'occulter !"

Alexandra Palt : *"Qui peut encore avoir un doute sur le fait que la nature a pris la main sur l'histoire, sur notre histoire individuelle, notre santé, mais aussi sur notre patrimoine, notre économie, notre sécurité, la géopolitique, nos ressources."*

"La lutte contre le réchauffement climatique conditionne nos conditions de vie. Et maintenant, nos conditions de survie !"

"Il faut réfléchir, surtout au coût de l'inaction !"

15h00-16h00 : Débat "Le libre-échange est mort, vive le libre-échange !", avec Anne-Sophie Alsif, Emmanuel Combe, Yann Leriche, Deng Li, Raúl Gutiérrez Muguerza, Laurent Saint-Martin et animé par Christophe Jakubyszyn

Yann Leriche : *"Quand on parle de barrières tarifaires de l'ordre de 10 ou 15, c'est pas l'épaisseur du trait, c'est absolument massif et les conséquences sont extrêmement fortes. On a vécu avec le Brexit et ce qu'on vit aujourd'hui, c'est l'absence de visibilité, la volatilité. Tout se passe très très vite entre les décisions politiques qui sont prises, de nouvelles barrières et leur mise en oeuvre."*

Deng Li : *"Le monde a besoin du libre-échange. Ce n'est pas un choix, c'est une nécessité pour l'économie moderne."*

"Le libre-échange profite tant aux pays développés qu'aux pays en développement."

"La France et l'Europe sont gagnantes parce que l'année dernière, l'Union européenne a réalisé un excédent commercial de 150 milliards d'euros. Tout le monde sait que la Chine est un exportateur très Important, donc il faut que la Chine et l'Europe travaillent ensemble pour défendre le libre-échange et défendre le multilatéralisme avec l'OMC. Il faut rejeter tant que possible le protectionnisme. Nous devons lutter contre un renfermement dans l'intérêt de tous."

"Les véhicules électriques chinois sont assez compétitifs pour aller sur le marché."

"Nous devons chercher à résoudre les problèmes par le dialogue."

Laurent Saint-Martin : *"Le terrain de jeu qui était une compétition économique avec un level playing field imparfait certes, mais qui était une compétition économique d'abord, est devenu un terrain de confrontation de*

logique de puissance."

"Ce que le commerce avant permettait d'être un moteur de croissance devient un instrument de puissance. Donald Trump utilise l'arme commerciale comme une arme géopolitique pour à peu près tous les sujets."

"Ce n'est plus business as usual ! Et là, il y a urgence à ce qu'en Europe on comprenne le nouveau paradigme."

"Considérer qu'utiliser l'arme commerciale comme un levier de puissance géopolitique est une coercition et lutter contre la coercition, c'est ce qu'il va falloir commencer à faire, parce que si le libre-échange n'est pas mort, l'Europe a plutôt intérêt de poursuivre et d'accélérer les échanges commerciaux. Il faut accélérer les accords commerciaux avec le reste du monde."

"L'Europe a une carte majeure à jouer en réaffirmant et en faisant de la défense du libre-échange un avantage comparatif pour sa propre terre d'investissement. Elle devient une terre de stabilité pour des investissements industriels."

"Mais pour cela, il faut d'abord savoir qu'on est une puissance. Et je crois que ces dernières semaines et ces derniers mois, on n'a pas franchement démontré qu'on savait qu'on était une puissance."

"Il faut une nouvelle voie européenne, que la France, je crois, porte bien depuis ces derniers mois, mais de façon trop isolée "

Emmanuel Combe : *"En réalité, le libre-échange n'est pas mort. Il n'a jamais existé. Nous avons toujours vécu dans un monde avec des barrières. En fait, ce qui vient de mourir à mon sens, c'est le multilatéralisme. C'est-à-dire un ordre juridique construit en 1947 et qui, à mon sens, est mort le 2 avril 2025 avec les tarifs de Trump."*

"Nous n'avons pas assez défendu les vertus de l'ouverture commerciale. Nous avons laissé prospérer un discours favorable au protectionnisme."

"Nous avons à mon sens, nous les économistes et peut être aussi les politiques, sous estimé le fait que, quand on s'ouvre, il y a toujours deux gagnants. Celui qui exporte et celui qui importe. Mais par contre, à l'intérieur du pays, il y a des gagnants et des perdants. Lorsque l'Europe s'est ouverte avec la Chine, qui a gagné : Airbus à Toulouse, l'industrie du luxe. Par contre, il est incontestable que le nord de la France, et notamment l'industrie textile, a pu pâtir de la concurrence chinoise. Ca ne veut pas dire qu'il ne faut pas s'ouvrir. Il faut préparer l'ouverture et l'accompagner."

"La Chine a un modèle essentiellement axé sur la promotion des exportations, plus que sur la consommation interne, avec notamment un taux d'épargne des ménages extrêmement élevés. Cela crée des surcapacités et éventuellement des déséquilibres commerciaux."

"La Chine est devenue un très grand leader technologique, nous ne nous sommes pas assez préparés à cette montée en gamme qui a été très rapide."

"La souveraineté, c'est la dépendance choisie, c'est choisir ses partenaires, choisir ses fournisseurs. La fermeture, ça ne marche pas !"

"Le commerce, ça n'est pas une guerre. Le commerce, c'est mutuellement avantageux."

Anne-Sophie Alsif : *"La crise que l'on vit depuis quelques mois avec l'arrivée Donald Trump et la remise en cause du libre-échange n'est pas quelque chose de nouveau c'est juste la forme qui change. Sur le fond, cela fait plus de 15 ans que la majorité des Etats cherchent à mettre des barrières à leur marché."*

"Depuis 15 ans, 20 ans, on constate ce que l'on appelle la régionalisation de la mondialisation. C'est-à-dire qu'on est toujours dans la mondialisation, mais l'objectif, c'est d'avoir des chaînes de valeur de plus en plus régionalisées,"

et non plus mondialisées, pour être moins dépendants, en cas de conflit."

"Cette vision se traduit par une augmentation des normes et des barrières douanières non tarifaires. Les pays ont augmenté les normes pour avoir accès à un marché."

"Donc on reste dans la doxa du commerce mondial. On respecte le libre-échange, mais les normes nous protègent. Donald Trump a cassé cet équilibre et a remis des tarifs."

14h00-15h00 : Discours d'ouverture de Patrick Martin

[>> Télécharger le discours au format PDF](#)

Verbatim du jeudi 28 août

■ ■

17h40-19h10 : Clôture "La France peut-elle rester dans le jeu ?", avec Gabriel Attal, Jordan Bardella, Manuel Bompard, Bruno Retailleau, Fabien Roussel, Marine Tondelier et animée par Apolline de Malherbe

Gabriel Attal : *"Il faudra une réinvention, une rupture, parce que le monde a changé. Il faudra cette rupture et ce changement majeur et on a commencé à esquisser un certain nombre de propositions. Maintenant, je l'ai dit, l'enjeu de court terme, c'est que la France ait un budget avant le 31 décembre."*

Bruno Retailleau : *"Les succès économiques, c'est pas des succès matériels,. ça vient des valeurs qu'on partage, le sens de l'effort, le respect pour les autres, le sens de l'équipe, le goût pour l'esprit d'entreprise."*

Jordan Bardella : *"Tant qu'on fera des accords politiques au deuxième tour, qui ne servent à rien sinon à bloquer le pays juste pour empêcher un mouvement politique d'arriver au pouvoir, alors on désespérera les Français."*

Marine Tondelier : *"Le Rassemblement national, c'est une boule à facette. Alors, ils envoient toujours le rayon de lumière qui va bien. Devant les patrons, ils disent cela, devant les ouvriers ils disent l'inverse. C'est ce qu'on appelle du populisme."*

Fabien Roussel : *"Nous avons besoin de travailler ensemble et de trouver des solutions à la crise dans laquelle nous sommes, et personne ne peut dire c'est Moi le Premier ministre et ce sera mon programme, rien que mon programme et tout mon programme, ni dire c'est moi ou le chaos, parce que ça, c'est conduire la France à l'impasse. Donc, nous devons avoir l'esprit ouvert, la volonté de dialoguer entre nous et de trouver les moyens d'avancer ensemble,"*

Manuel Bompard : *"Il est évident que, parfois, il y a des amendements qui peuvent être déposés par les uns et soutenus par d'autres, et qui deviennent majoritaires. Il n'y a pas besoin d'inventer le fait que les formations politiques devraient travailler ensemble."*

Jordan Bardella : *"Mon modèle de société, ce n'est pas le droit à la paresse. Je pense que la France, elle, s'est construite sur l'idée du travail, et donc, si demain on veut remettre le pays sur les rails, si demain on veut relancer l'arrêté économique, alors il faut effectivement plus de liberté pour nos chefs d'entreprise. Mais notre modèle social ne pourra pas être stable à l'avenir, s'il est ouvert à la terre entière."*

Bruno Retailleau : *"Vous avez aujourd'hui au chômage 420000 étrangers en situation régulière. Je préfère qu'on qualifie ces hommes et ces femmes, qui n'ont pas triché pour venir chez nous, plutôt qu'on régularise des clandestins."*

Gabriel Attal : "On aura besoin de se parler tous, si on veut donner un budget à la France pour le fin de l'année."

"Mais ce qui mine le bonheur et ce qui mine le travail, ce n'est pas un Smic trop haut. En France, il est plus haut que chez la plupart de nos voisins. C'est le fait que les gens restent tankés au Smic pendant quasiment toute leur vie pour certains. Parce que, pour un chef d'entreprise, augmenter un salarié au Smic de 100 €, ça lui coûte 400 €, parce que les charges sont trop élevées."

"La solution, ce n'est pas moins d'Europe. La solution, c'est d'avoir une vraie union des marchés de capitaux en Europe."

Marine Tondelier : "Ce qui a tiré la croissance, c'est La consommation. Du coup, on voit bien que l'argent qui est mis pour augmenter les salaires, lui, ruisselle."

"On peut créer des richesses, mais comment on les répartit ?"

Bruno Retailleau : "Il y a 25 ans, un Allemand et un Français avaient le même niveau de vie par habitant. La différence aujourd'hui est de 7 000 €."

"Si on veut reconstruire une prospérité collective, qui va nous donner du pouvoir d'achat, ce n'est pas des chèques en bois de l'Etat, des transferts sociaux, alors qu'on n'a plus les moyens de les donner, c'est au contraire la création de richesses, qui va nous permettre d'améliorer le niveau de vie."

"Je ne tient pas de discours catastrophistes. Quand on voit l'Espagne, le Portugal, la Grèce, même l'Irlande fait quelques très bonnes décisions politiques. En quelques années, un pays se relève. Avec les entrepreneurs que nous avons en France. On voit ce qu'ils font, alors qu'ils ont des semelles de plomb. Croyez moi, il faut très peu de choses pour déverrouiller les choses et regardez tous ces pays que j'ai cités, aucun n'a choisi l'économie administrée, tous ont choisi la liberté."

Jordan Bardella : "Je pense qu'il faut que l'Etat s'occupe de ses domaines régaliens et que la France dans son ensemble, réapprenne à aimer ceux qui créent, qui innovent, qui prennent des risques."

"On pourrait mettre en place un fonds souverain, créer un véhicule d'investissements de plusieurs dizaines, voire centaines, de milliards d'euros, garanti par l'Etat, pour que les français qui le souhaitent, non seulement soient actionnaires de la maison France, mais qu'ils soient propriétaires de notre pays."

"La France a peut-être les meilleurs joueurs du monde, mais elle est entraînée par des ânes."

Fabien Roussel : "Le bonheur commun doit rester un idéal et nous considérons, nous, que pour reconstruire cette France des jours heureux, cette France du bonheur commun, le travail doit être mis au coeur du projet de société, au coeur de la reconstruction de la France."

"Nous ne produirons pas des richesses sans salariés, sans chefs d'entreprise, sans investissements, sans capitaux et sans investissements publics, nous avons besoin de produire beaucoup plus de richesses et de produire en France, de renouer avec une France des bâtisseurs et de redonner confiance aux travailleurs."

"On est passé de 12 salariés au SMIC à 17 salariés aujourd'hui, mais qui peut vivre décemment avec un Smic dans notre pays tellement il est bas !"

"Le travail doit nous permettre de vivre et de vivre dignement."

"La plupart des PME ont la plus petite portion des ailes publiques et donc nous ce que l'on souhaite c'est qu'on accorde une aide aux entreprises en fonction des engagements qu'elles prennent."

"Soyons offensifs conquérants regardons devant nous !"

Manuel Bompard : *"Evidemment qu'il faut conforter notre modèle social et continuer à le développer."*

"Je refuse catégoriquement la logique qui consiste à penser que le problème aujourd'hui, c'est qu'il y aurait en quelque sorte une horde de travailleuses et des travailleurs qui ne voudraient pas travailler. Aujourd'hui, en France, il y a un emploi non pourvu pour 26 personnes qui recherchent un emploi. Donc essayez de faire croire que la difficulté aujourd'hui du chômage, c'est le fait qu'il y a des gens qui ne voudraient pas travailler, ça ne correspond pas à la réalité économique du pays."

Bruno Retailleau : *"Je n'ai pas demandé de moratoire sur les énergies renouvelables. Puisque désormais ces technologies sont au niveau du prix du marché, qu'on arrête de les subventionner."*

"En France, nous avons l'électricité la plus décarbonée au monde. Et cela grâce au nucléaire."

Marine Tondelier : *"Les énergies renouvelables, c'est 100000 emplois dans ce pays. On n'a pas d'autre choix que de s'y coller et je ne comprends pas qu'on n'en soit pas capable aujourd'hui, parce que la Chine est en train de prendre de l'avance."*

Gabriel Attal : *"Le fait qu'on ait un taux de chômage au plus bas depuis 30 ou 40 ans, ce n'est pas tombé du ciel. Si le chômage a baissé, c'est parce qu'il y a des entrepreneurs, qui ont pu embaucher et investir, parce qu'on a baissé l'impôt sur les sociétés, créer la flat tax."*

"La France ne restera pas dans le jeu sans une Europe forte et l'Europe ne restera pas dans le jeu sans une France forte."

Manuel Bompard : *"Même François Hollande a succombé à la politique de l'offre."*

"Cela fait des années que nous défendons ce qu'on appelle un protectionnisme solidaire, une manière de faire en sorte de protéger notre tissu économique d'une forme de concurrence déloyale."

Jordan Bardella : *"Je suis très étonné de vous voir applaudir des gens qui ont fait 1200 milliards d'euros de dette en 10 ans dans notre pays."*

"Baisser la dépense publique et réduire les coûts de fonctionnement de l'Etat, c'est vital, mais ce n'est pas suffisant."

"Et je m'étonne un peu de voir que lorsqu'on propose aux Français qui travaillent de se serrer la ceinture, il n'y a aucun projet derrière."

Marine Tondelier : *"La première chose que j'entends sans cesse est que l'argent public est de plus en plus rare et qu'il faut agir sur la dette. Mais j'ai l'impression que l'argent public est rare pour tout le monde, sauf pour les aides aux entreprises."*

"Dire que la vie d'agriculteur est dure, c'est vrai, c'est le métier qui a le plus de suicides dans ce pays. Je suis une petite fille d'agriculteur, je suis très sensible à cette détresse. Mais pourquoi c'est toujours les plus gros agriculteurs qui touchent le plus d'aide publique ?"

Gabriel Attal : *"Je ne supporte plus entendre parler de cadeaux aux patrons, quand on parle des baisses d'impôts. C'est une méconnaissance totale de la situation économique internationale aujourd'hui et de la compétition à laquelle nos entreprises font face à l'international. L'entreprise, ce n'est pas un patron, c'est une équipe où chacun est à sa place et chacun avance ensemble. Vous voulez leur ajouter des boulets aux pieds en augmentant leurs impôts, en augmentant leurs taxes pour augmenter la dépense publique."*

Fabien Roussel : *"Vous avez dénoncé l'Etat providence, qui nous protégeait, l'Etat qui planifiait. Vous avez tapé dessus et vous avez aujourd'hui un Etat affaibli. Vous avez des services publics affaiblis et vous avez des Français*

épuisés, parce qu'ils sont menacés dans leur vie à cause des narco trafics, à cause de l'insécurité, menacés dans leur santé, parce que les hôpitaux ferment. C'est bien la raison pour laquelle on a besoin de changer de paradigme, parce que vous avez appauvri la nation."

Bruno Retailleau : *"On est arrivé au bout d'un système. On ne peut plus vivre dans un système social, étatiste, c'est tout !"*

"Je me souviens de la phrase de Ronald Reagan, qui disait il y a plus de 20 ans, "en France tout ce qui bouge on le taxe ce qui bouge encore on le réglemente et ce qui ne bouge plus du tout on le subventionne", on en est là."

"Il faudra impérativement dire la vérité aux Français."

Manuel Bompard : *"Les difficultés sociales, économiques, écologiques, démocratiques, internationales sont déjà là aujourd'hui. On a atteint dans notre pays un record historique de pauvreté pour la première fois depuis des années, les émissions de gaz à effet de serre repartent à la hausse. Il y a des records dans les faillites des entreprises, etc. La politique de l'offre montre à quel point elle nous conduit dans le mur."*

Fabien Roussel : *"La France est un beau pays. La France a plein d'atouts. La France a plein de richesses, plein de talents, plein d'énergie. Or, année après année, politique après politique, Gouvernement après Gouvernement, on voit la France s'enfoncer dans la crise, alors que les défis face à nous sont immenses. La guerre est en Europe. On a besoin d'une France forte, une France unie, une France prête à affronter toutes ces situations."*

"Certains sont obsédés par les élections. Moi, je suis obsédé par une idée, celle de retrouver une France qui a un cap et surtout avoir un changement de politique. C'est pour ça que nous présentons un pacte d'avenir pour la France avec des propositions."

Marine Tondelier : *"Tout le monde est inquiet. Et ce que ne dit pas M. Bayrou, c'est que sur ce bateau, le capitaine est Emmanuel Macron et que tout l'équipage également est macroniste. Et donc, si la solution, quand ce bateau part à la dérive, c'est de laisser les mêmes aux commandes, ça ne fonctionne pas."*

Jordan Bardella : *"Si vous chef d'entreprise, vous aviez géré vos sociétés comme le pays est géré depuis huit ans et plus, vous seriez très certainement en liquidation judiciaire."*

"Je sais à quel point l'incertitude, l'instabilité du moment, est probablement pour vous le pire boulet attaché au pied de notre nation et au pied de notre pays."

"Je crois qu'on ne sortira de cette impasse et de cette instabilité qu'en revenant devant les Français. Par conséquent, moi, je plaide pour une solution la plus démocratique qui soit, c'est le retour aux urnes, soit par une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale, soit par une nouvelle élection présidentielle. Je ne vois aucune autre solution pour sortir de cette impasse, pour retracer un cap, offrir une vision au pays et remettre le monde économique sur le chemin de la lisibilité et de la stabilité."

16h30-17h40 : Débat "Il faut sauver le débat public !", avec Yaël Braun-Pivet, Nicolas Dufourcq, Eric Dupond-Moretti, Pierre Louette, Chloé Morin, Matthieu Stefani et animé par Emmanuel Kessler

Chloé Morin : *"Dans le centre, qui irait du Parti socialiste jusqu'à LR, donc un centre élargi, on est fatigué de la manière dont le débat public se déroule et du coup, on se désengage."*

Eric Dupond-Moretti : *"Le compromis, c'est la nuance, or l'époque n'est plus à la nuance, mais au yakafokon."*

"De plus en plus de jeunes ont de moins en moins de mots et moins de mots, cela veut dire plus de violence."

Nicolas Dufourcq : *"Il faut que les entrepreneurs montent sur leur tonneau. On ne les entend pas ou peu."*

Yaël Braun-Pivet : "Il faut avoir confiance, parce que si on n'a pas confiance, c'est la démocratie qui est en danger et cela n'est pas acceptable. Il faut absolument qu'on arrive à recréer à l'Assemblée nationale, au Sénat, dans notre vie politique, d'une façon générale,"

"Aujourd'hui, en France, on débat et on légifère mal."

"Il faut absolument retrouver du temps long, parce que le débat, ça nécessite du temps long, on ne débat pas en 30 secondes ou en 200 mots."

"Il ne faut pas débattre simplement entre politiques, il faut débattre avec les citoyens, il faut débattre avec la société civile organisée, il faut débattre avec les chefs d'entreprise, il faut débattre avec les syndicats, il faut débattre avec les associations."

"Je crois que sur des sujets fondamentaux, qu'ils soient économiques, qu'ils soient sociaux, il faut associer la société pour pouvoir arriver à des décisions acceptées par tous."

Chloé Morin : "Il faut changer les règles du jeu et contraindre les plateformes à rendre transparente leur stratégie, qui vise à capter notre attention et à la retenir le plus longtemps possible."

"Les médias sont déjà inféodés aux plateformes."

Nicolas Dufourcq : "L'algorithme, c'est la grammaire du monde numérique."

"On est en état de dépendance économique la plupart du temps par rapport à des gens qui nous apportent du trafic."

Eric Dupond-Moretti : "Le débat public, c'est aussi un élément de guerre informationnelle, qui a des ingérences extérieures, qui pousse à cette dégradation actuelle "

"Il y a des années, des années, des années que cette saloperie de rumeur prospère."

"Faudrait peut-être qu'on s'interroge sur le fonctionnement de la presse, parce qu'on est en train de tuer le débat public et la liberté de la presse."

Nicolas Dufourcq : "Si on avait écouté les chefs d'entreprise depuis 1974, on n'en serait pas là."

"Le débat public est complètement vérolé, parce que le centre, la source-même, ne sait pas communiquer, ne sait pas se défendre, ne sait pas expliquer."

"Soit on joue le jeu de Tik Tok et des algorithmes, soit on entre dans l'arène."

"Les gens auxquels vous pensez parler n'existent pas. Ce sont des avatars d'intelligence artificielle pur et simple. Ils ont des filles, ils ont des chats, ils ont des chiens, leurs enfants sont malades, tout est faux...Il faut que les gens le comprennent."

Matthieu Stefani : "Il y a 40 ans, le PAF, c'était six chaînes, trois stations de radio, trois chaînes de télé, et aujourd'hui, le PAF, c'est 70 millions de chaînes potentielles. C'est quand même un progrès extraordinaire, phénoménal."

"On n'est pas obligé d'abrutir les gens, on n'est pas obligé de suivre ce que les algorithmes nous proposent et nous imposent."

"Les Français sont plus intelligents que ce qu'on pense et on peut leur proposer des choses qu'ils veulent apprendre."

Pierre Louette : "Le fait lui-même est un objet de discussion. ça c'est quand même un peu embêtant quand on veut construire non pas sur du sable, mais sur des réalités."

"La deuxième chose, qui me fascine beaucoup dans la période dans laquelle on est, c'est la déception vis-à-vis de la démocratie."

"Le réseau social aujourd'hui, c'est le lieu où ne pas rencontrer les autres, c'est le lieu où se rencontrer soi-même."

"Les réseaux sociaux deviennent asociaux finalement."

Eric Dupond-Moretti : "Le débat public est mort, d'abord parce que nous assistons à une baisse de niveau, les débats, notamment à l'Assemblée nationale, il y a de cela 150 ans, était d'un autre niveau."

"Les extrêmes, c'est le populisme. Il n'y a plus de nuances. On est dans la radicalité. La radicalité, c'est le contraire du débat."

"J'ai passé ma vie de ministre de la Justice à tenter de démontrer, chiffres à l'appui, que la justice n'était pas laxiste, mais cette idée de justice laxiste est une idée relayée par le Rassemblement national, pour dire que la justice est laxiste et génère de la délinquance."

"On a décidé depuis une semaine sur CNews que le président de la République n'avait rien fait pour lutter contre l'antisémitisme, on reprend la critique de Netanyahu et ça vient conforter le fait que le président de la République n'a rien fait. Ce qui est entièrement faux !"

"Oui, le débat public aujourd'hui est pourri !"

Yaël Braun-Pivet : "Il ne faut pas avoir une vision idyllique de ce que pouvait être le débat à l'Assemblée nationale dans les temps anciens. L'Assemblée nationale est le lieu du débat, et parfois le débat est agité et animé, et il en a toujours été ainsi."

"A cela, se surajoutent les réseaux sociaux, qui font que finalement l'hémicycle devient un écrin pour des manifestations verbales, physiques, qui ne visent pas à convaincre ses adversaires politiques, mais qui vise simplement à faire du show et de l'agitation, qui va pouvoir après être relayée sur les réseaux sociaux."

Chloe Morin : "Les acteurs du débat public sont rarement dans une position où ils essayent d'aller chercher un compromis, mais dans une posture qui disqualifie la contradiction."

"Cette dégradation du débat public, nous n'en sommes qu'au début, parce qu'à lieu aujourd'hui un basculement du débat public, des médias traditionnels vs les plateformes."

"Les journalistes sont soumis à des règles de déontologie et, globalement, les médias ne peuvent pas faire n'importe quoi. Or, les plateformes, elles, suivent une logique très différente, celle d'accentuer en permanence le buzz et le clash."

15h35-16h30 : Débat "Quels choix économiques pour la France ?", avec Antonin Bergeaud, Pierre André de Chalendar, Angeles Garcia Poveda, Ross Mc Innes, Alexandra Roulet et animé par Hedwige Chevrillon

Alexandra Roulet : "Au niveau macro, on a toujours un problème de taux d'emploi des jeunes. Il faut essayer de résoudre ce problème ailleurs que sur les politiques de l'emploi, par exemple sur toutes les mesures en faveur du logement. C'est plus facile aujourd'hui pour un jeune de trouver un emploi qu'un logement. Mais s'il ne trouve pas de logement, il ne peut pas accepter l'emploi."

Ross McInnes : "L'Etat ne sait pas redistribuer l'impôt entre les différents secteurs de l'économie. Il serait important de supprimer un certain nombre d'impôts de production, que tout le monde qualifie de bêtes et stupides."

"

"Nous avons le paradoxe d'avoir un système public de santé hospitalier extrêmement régulé et un système de santé en ville totalement dérégulé. Il faut réduire le temps qu'on passe à l'hôpital et augmenter le temps qu'on passe chez soi en convalescence. Ca veut dire renforcer le lien entre la ville et l'hôpital."

"Nos médecins libéraux, nos médecins de ville, croient qu'ils sont libéraux. en fait, ils sont fonctionnaires, parce qu'ils ont été formés par la collectivité et c'est la sécurité sociale qui paye leurs factures."

Antonin Bergeaud : "Un chef d'entreprise sur 10 préfère utiliser l'intelligence artificielle, plutôt que d'employer un jeune."

"L'innovation évolue par grande vague technologique et au début des vagues comme celle qu'on connaît aujourd'hui, il y a des bouleversements dans l'emploi."

"C'est à nous, en tant que professeur et éducateur au sens large, de trouver les moyens de former les jeunes un peu différemment pour qu'ils puissent montrer leur valeur pour l'entreprise."

"La croissance est faible, elle stagne. Elle stagne à un niveau assez bas, en France, comme en Europe. Cette croissance faible, elle est essentiellement faible parce que la productivité évolue trop peu en termes relatifs par rapport aux Etats-Unis. On décroche !"

"On n'investit pas assez dans la recherche et le développement. Nos entreprises n'adoptent pas assez vite et assez efficacement les technologies qui les rendraient plus productives."

Alexandra Roulet : "Donc les raisons pour lesquelles on a moins d'heures travaillées en France, par rapport aux Etats-Unis ou à d'autres pays européens, il y en a quatre. Il y a le fait qu'on a moins de jeunes en emploi. Deuxièmement, le fait que pour les plus de 60 ans, on a aussi un taux d'emploi beaucoup plus faible. Et ensuite, il y a deux autres spécificités françaises. Il y a le faible nombre d'heures travaillées par les moins qualifiées et enfin, pour nos salariés à temps complet, une moindre durée de travail."

"Les temps complets travaillent moins, mais les temps partiels travaillent plus."

Pierre André Chalendar : "Il faut travailler plus, les Français ne sont pas assez nombreux à travailler."

"La préoccupation principale des concitoyens, c'est le pouvoir d'achat, avec le sentiment que le travail aujourd'hui ne paye pas."

"La part de ce que le travail, donc les entreprises, contribue à la dépense publique et notamment à la protection sociale est énorme et beaucoup plus importante que dans d'autres pays."

Ross McInnes : "Nous dépensons beaucoup. La dépense publique est énorme et les Français ont l'impression de ne pas en avoir pour leur argent."

"La France est passée du 2e rang mondial au 25e rang en termes de PIB par habitant."

"Si on prend les heures de travail dans la vie d'un Français ou d'une Française, il manque environ 100 heures de travail par an aux salariés à temps plein par rapport à l'Allemagne."

"Ce qui explique notre appauvrissement collectif, c'est que nous sommes avec un Etat providence, que nous ne savons pas financer."

"Or, nous faisons peser la charge de ce financement sur les actifs et sur les entreprises."

14h55-15h35 : Intervention spéciale de François Bayrou

"Les entrepreneurs de France et les entreprises de France, tous ceux qui les font vivre, depuis leurs créateurs, leurs dirigeants, leurs cadres et leurs salariés, tous sont confrontés au même défi : comment se projeter vers l'avenir ? Ce qui impose de vaincre l'impossible."

"Face à la situation de l'Europe et celle de la France, il y a deux attitudes possibles, la déploration, ceux qui se plaignent en pensant que c'était mieux autrefois ou que ce serait mieux autrement. Puis, il y a ceux qui comprennent qu'un nouveau monde est en gestation et que c'est ce nouveau monde dans lequel nous devons trouver des chances, qui jusque là nous paraissaient interdites."

"Cette projection vers l'avenir, non seulement n'empêche pas la lucidité, mais la requiert."

"Les défis qui sont devant nous vont nous obliger à changer d'attitude, à délaisser les réflexes prêts à l'emploi et à inventer au contraire la carte et la boussole vers notre avenir."

"Il n'y aura d'avenir pour notre démocratie et pour notre pays que si la démocratie sociale s'affirme dans le même mouvement de responsabilité que la démocratie politique. Car le monde dans lequel nous essayons de tracer un chemin, cette jungle constamment renouvelée, ne peut pas être dirigé par un poste de commandement unique, qui serait la responsabilité politique."

"Je prends et le Gouvernement prend la démocratie sociale, non seulement au sérieux, mais nous la considérons indispensable à l'équilibre qui est la condition de notre avenir. Mais ce n'est pas un chemin pavé de rose."

"Et aujourd'hui, où nous vivons dans un univers de plus en plus violent et que cette violence est elle-même instituée en principe d'organisation par les grandes puissances de ce monde, par les empires chinois, américains, qui ont proclamé la fin d'un monde où la force était celle de la loi, pour entrer dans un monde où la loi est celle de la force."

"Chacun à sa manière, Moscou par l'attaque insupportable contre l'Ukraine, Pékin avec une stratégie redoutable dans le domaine technologique industriel commercial et des matières premières rares. Et les Etats-Unis, dont nul n'imaginait qu'ils pourraient ouvertement, sans plus aucune précaution de langage, affirmer leur volonté de domination, y compris face à leurs plus proches et plus anciens alliés. Cette volonté de domination a vu l'instauration de droits de douane unilatéraux."

"L'un a dicté sa loi et l'autre l'a acceptée."

"J'ai beaucoup aimé le discours que Mario Draghi a tenu à la fin de la semaine dernière, à Rimini, et notamment sa phrase centrale : cet été s'est évaporé le rêve ou l'illusion d'une Europe qui compte dans le monde."

"Si l'Europe continue à choisir de ne pas exister ou de n'exister que partiellement, de ne pas se battre ou de ne se battre que pour faire semblant, et une fois que la défaite est actée, de se féliciter parce qu'elle aurait pu être pire, cela emportera l'affaissement de chacun de nos états, de nos peuples et de nos nations."

"Et cela impose aussi une certaine idée de la France. Notre nation, certes moyenne par le nombre de ses habitants, est par sa vocation au premier rang des nations du monde insérée dans la communauté de civilisation que l'histoire et la culture ont construite en Europe et dont nous sommes comptables aujourd'hui et responsables pour demain."

"Cela entraîne deux impératifs. Le premier de ces impératifs est de mesurer nos atouts."

"Nous sommes les plus forts dans ce qui est le plus difficile et nous sommes dépassés dans ce qui devrait être le plus accessible. C'est le cas dans des domaines aussi élémentaires que l'équipement de la maison, l'électroménager essentiel, le machinisme, les produits transformés."

"Le ressaisissement est possible. Mais nous étions bien obligés d'en venir à la conclusion qu'avec un coût du travail 5, 8 ou 10 fois moins cher en Extrême-Orient, les délocalisations lointaines ou un peu plus proches étaient

devenues inéluctables."

"L'automatisation et la robotique font que nous pouvons entrer de plein pied, en vertu de nos capacités scientifiques et technologiques, dans la nouvelle ère qui s'avance."

"Dans l'ancien état du monde, nous avons perdu la bataille industrielle. Dans le nouvel état du monde, nous avons tout ce qu'il faut pour la gagner. Cela nécessitera bien des conditions. La première de ces conditions, c'est l'édification d'une stratégie nationale de reconquête productive et commerciale."

"Cette entreprise de reconquête exige le dépassement et la mise en commun des capacités, dont les pouvoirs publics seuls, ni les entreprises seules, ni les innovateurs seuls ne peuvent assurer la matérialisation, cette fertilisation croisée, comme on dit en génétique, est la condition même de la reconquête du génie français."

"Deuxième condition, Il faut que chacun d'entre nous, dans ses fonctions, dans ses responsabilités, dans son aventure personnelle, soit le garant de la cohésion de notre société, de la nation. La guerre des uns contre les autres, la guerre des classes et des castes, la volonté de transformer toute tension en affrontement et tout affrontement en guerre civile, ce dévoiement de la juste défense des intérêts des uns et des autres est une menace mortelle pour la nation."

"Le Gouvernement, quel qu'il soit et de quelque orientation qu'il soit, s'il n'est pas défenseur de l'unité nationale, de la cohésion et de la compréhension mutuelle, trahit sa mission."

"L'entreprise n'est pas responsable que de l'intérêt de l'entreprise. Elle est responsable de la cohésion du pays autour de ces entreprises. Les organisations syndicales ne sont pas responsables que de l'intérêt de leurs adhérents, des salariés ou des cadres, les organisations syndicales sont responsables de la solidarité du pays avec les travailleurs, l'administration n'est pas responsable que du contrôle et du respect des normes et de la sévérité des sanctions d'administration, mais responsables de la reconnaissance que le pays doit construire autour de ceux qui font respecter ses règles et ses lois."

"La question n'est pas de savoir qui va gouverner le bateau et n'importe ce qu'on jette à l'eau. La question est de savoir si le bateau va pouvoir affronter la haute mer, arrivé à bon port. Et nous sommes tous sur le même bateau."

"Troisième condition, plus matérielle, la question des investissements. Il n'y a pas d'aventure industrielle imaginable sans accès à l'investissement, c'est vrai dans tous les secteurs. Et la question pour le gouvernement de la garantie de la facilité d'accès aux ressources, qui permettent les investissements, est une question centrale,"

"Quatrièmement, et nous abordons ici le sujet même du moment de vérité que j'ai voulu clarifier avec l'ensemble des Français, nous vivons un moment critique de notre histoire nationale. Chaque entreprise, comme chaque famille, se trouve menacée par la dérive de nos comptes publics. Et la cour des comptes nous dit que si nous ne faisons rien, nous dépasserons de loin les 100 milliards de charges de la dette en 2029."

"L'année dernière, nous produisions 3000 milliards. Cette année, nous allons produire 3050 milliards. Sur ces 50 milliards, la moitié à peu près sont captés par la dépense publique et par les prélèvements. Et sur les 25 qui restent, 10 sont consacrés à la charge de la dette. Qu'est ce qui reste pour la vie du pays ?"

"De tous les pays qui nous entourent, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, sans même aller jusqu'à la Grèce, qui ont été obligés dans les années 2010 à consentir des sacrifices sans précédent pour redresser leur compte public, et il faut des années pour s'en relever ou pour ne pas s'en relever, les premiers de ces sacrifices, ils sont immédiats, ils sont parfaitement compréhensibles, parfaitement vérifiables. En passant les frontières, on commence par couper dans les retraites, on coupe dans les salaires de la fonction publique et on crée des impôts pour quatre ou cinq points de TVA dans chacun de ces pays. et qui paie tout cela ? Ce sont les plus faibles, ce sont les plus fragiles, ce sont les jeunes femmes qui élèvent des enfants seules, ce sont ceux qui ont les salaires moyens et plus encore ceux qui sont dans la précarité, tous ceux qui n'ont pas voix au chapitre et qu'on condamne parce qu'on refuse d'ouvrir les

yeux et il y a une catégorie de population qui est victime et c'est insupportable, si on y réfléchit, ce sont les plus jeunes."

"Nous sommes en train d'accepter qu'ils soient réduits en esclavage, en les obligeant pour des décennies à rembourser les emprunts qui ont été décidés le cœur léger par les générations précédentes Et il y a plus vicieux encore que cet héritage que nous allons leur laisser, il y a plus obscène, un certain nombre de ceux qui sont responsables dans leur génération de cette situation ont réussi à convaincre les plus jeunes qu'il fallait qu'ils manifestent pour demander encore plus de dette."

"Cette guerre de génération est un des stigmates les plus révélateurs de la désinvolture de notre époque à l'égard des responsabilités qui sont les siennes."

"Si nous choisissons le redressement, il faut que nous consentions des efforts importants, mais supportables, de freinage de nos dépenses. Ce n'est pas l'austérité, contrairement à ce qu'on dit. C'est un freinage des dépenses supplémentaires, pour que le pays se ressaisisse."

"Nous avons indiqué précisément les propositions qu'on pouvait faire, qu'on pouvait imaginer pour arriver à cet équilibre. Ces propositions peuvent toutes être discutées. Elles sont amendables, à condition qu'elles ne remettent pas en cause le résultat de l'effort nécessaire. Mais ma conviction, ma certitude, c'est que cette volonté ne peut pas exister sans prise de conscience des Français."

"Au lieu de prendre en considération la nécessité de l'effort, les débats se sont concentrés sur des mesures. Par exemple, la proposition que j'avais faite des jours fériés, que j'avais proposé de transformer en journée d'activité pour le pays. Alors, il faut vous donner la mesure de ce débat pour voir sur quoi on s'est concentré. Sur les 44 milliards nécessaires, les jours fériés, c'est à peine plus de 4 milliards. Si quelqu'un pense qu'on peut chercher d'autres jours fériés, si quelqu'un imagine d'autres moyens, je suis ouvert à la discussion, mais je pense qu'il y a de grands progrès à faire, par exemple que c'est une remarque de bon sens que le mois de mai et le mois le moins travaillé de l'année En dehors des deux mois de l'été."

"Une politique nécessaire urgente ne peut pas se mettre en place si les Français n'en partagent pas la nécessité. Sans ça, c'est l'épreuve de force avec la stigmatisation, la mise en accusation des responsables accusés de défendre des intérêts particuliers. Par exemple, ceux du patronat ou celles des riches. Alors, qu'il s'agit de la sauvegarde du pays, alors qu'il s'agit purement et simplement et élémentairement de la sauvegarde de la France."

"Et je n'accepte pas que cette sauvegarde soit transformée en guerre du haut contre le bas, des pouvoirs contre les Français."

"Il n'y aura cohésion autour de l'effort que s'il y a justice."

"Nous devons, à l'égard des entreprises, comme à l'égard de toutes les catégories de Français, réfléchir à un nouvel équilibre."

"Le deuxième impératif de justice est qu'il faut que nous garantissions aux Français que les plus aisés dans la société, les plus favorisés, dont beaucoup, je le sais bien, ont construit, pierre à pierre leur situation, que ceux là vont participer à l'effort national à la juste mesure de leur capacité."

"J'ai proposé que ce soit avec les commissions parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat, que nous précisions cet effort, dont je veux simplement affirmer, qu'il ne devra pas toucher l'outil de travail."

"Je voulais soutenir devant vous l'importance centrale de l'entreprise, l'importance centrale de l'innovation dans le nouveau monde où nous allons entrer, l'importance centrale de la responsabilité partagée au sein de la démocratie sociale et de la responsabilité partagée pour soutenir la démocratie politique, lorsqu'elle propose des décisions vitales et essentielles."

"Un monde est en train de s'éteindre, un nouveau monde est en train d'apparaître. Dans ce nouveau monde, nous avons décidé non pas de subir, mais d'agir."

12h00-12h50 : Débat "Réguler ou libérer ?", avec Daniel Baal, Fabien Gay, Christel Heydemann, Alexandre Jardin, Christelle Morançais, Catherine Vautrin et animé par Raphaël Legendre

Christel Heydemann : *"Ce dont on a besoin, c'est de donner envie dans un monde qui est très anxiogène. Donner envie aux jeunes de travailler, donner envie d'innover, donner envie d'entreprendre, donner envie d'aller au-delà."*

Alexandre Jardin : *"A partir du moment où un peuple très majoritairement prend conscience de quelque chose, le politique suit."*

"Derrière tout ce travail des normes, il y a au fond un extraordinaire mépris des gens et des entrepreneurs, comme s'ils n'étaient pas capables de se réguler eux-mêmes sur un très grand nombre de questions."

""Les causes doivent nous transcender. Choisissons ensemble celles qui feront gagner la société."

Catherine Vautrin : *"La question qu'on doit se poser, c'est produisons-nous suffisamment pour nous offrir ce modèle social ?"*

"Chacun doit prendre conscience que l'addiction à la dette publique, c'est l'affaire de tous et que ce sont les économies que nous pouvons faire, qui nous permettent de garder notre modèle social."

Fabien Gay : *"Les exonérations de cotisations patronales sont une aide. Pourquoi ? Parce qu'elles sont une part du salaire différé et lorsqu'on en exonère les chefs d'entreprise, c'est en réalité un vol sur le salaire des travailleurs."*

Christelle Morançais : *"Ce sont les entreprises qui génèrent l'emploi, qui font l'attractivité et le développement d'un territoire."*

"Ce qu'il faut, c'est qu'on arrête totalement les aides aux entreprises, mais par contre, qu'on baisse les impôts de production."

Daniel Baal : *"Ne voyons pas uniquement le court terme, regardons également le long terme. Etre dans cette situation complexe d'incertitude, finalement, cela se retourne contre la France. La seule chose dont nous avons besoin, c'est la stabilité."*

Christel Heydemann : *"L'argent public, c'est l'argent des Français. On se doit effectivement de mieux le maîtriser."*

Catherine Vautrin : *"Dans ces normes, il y a celles qui protègent. Par exemple, avec la sécurité routière, on est passé de 16000 morts à 4000 morts en 20 ans et cela a été fait parce qu'effectivement il y a eu des normes."*

"Quand on crée quelque chose, on supprime le reste. Ce n'est pas fait, cela ne coûte rien et pourtant, c'est absolument majeur."

"Quand on regarde la norme, il faut qu'on la regarde à l'aune d'un défi majeur que personne n'a abordé jusqu'à maintenant, c'est celui de l'évolution de la démographie."

"La norme doit évoluer, on ne peut pas que condamner, il faut proposer !"

Alexandre Jardin : *"La liberté, c'est ce qui fonde la dignité de l'homme."*

"Vous, entrepreneurs et toute la société, nous avons accepté collectivement n'importe quoi !"

"En huit mois de gouvernement Bayrou, les 77 codes français ont augmenté de 440000 mots. C'est-à-dire plus que le code général des impôts."

"Il y a une société qui est en train de bouillir, le politique ne fonctionne plus, les investissements ne fonctionnent plus, la décision politique est bloquée. En France, on a une société qui n'y arrive pas, donc qu'est ce qu'on fait ?"

"Il faut se battre sur des causes, parce que des causes, cela unifie une nation. Une cause, cela dépasse les ruptures et les différences politiques."

Fabien Gay : *"Je pense qu'il y a des biens et des services qu'il faut sortir du secteur marchand et reconnaître comme biens communs, dont la question énergétique et la question de la santé."*

"En fait, je n'ai jamais rencontré de vrais libéraux."

"Ni réguler, ni libéraliser, il faut tout révolutionner !"

"Si on veut recréer de la confiance entre les chefs d'entreprise, les travailleurs et les travailleuses et les citoyens, il faut de la transparence sur la question des aides publiques accordées aux entreprises."

"Une aide, une condition, un objectif clair pour tout le monde."

"Il est insupportable que des entreprises, qui ont plus de 100 millions de crédits d'impôt recherche et promettent d'industrialiser les process en France, le font en Chine."

"L'argent public ne peut pas servir les actionnaires."

Daniel Baal : *"On ne va pas être caricatural, on ne va pas opposer réguler ou libérer, je crois qu'il faut les deux. Il faut essayer de trouver le bon compromis, le juste endroit où on place le balancier, la réglementation est à la fois un cadre, un cadre protecteur, mais c'est également une contrainte."*

"L'activité bancaire est sans doute une des activités les plus régulées, mais les règles qui ont été mises en place permettent aujourd'hui aux banques françaises, aux banques européennes, d'être particulièrement solides."

"Mais jusqu'où doit-on aller pour assurer la sécurité ?"

Christelle Morancès : *"Nous avons 400 000 normes en France, c'est de la folie, cela nous pénalise totalement."*

"Toutes ces normes, et quelles que soient les entreprises, nous pénalisent. Pas la peine de parler de réindustrialisation dans notre pays, si, aujourd'hui, on n'est pas capable de combattre cet enjeu de normes !"

"Je pense que c'est culturel, un projet aujourd'hui n'est pas crédible s'il n'est pas compliqué !"

Christel Heydemann : *"On fait face à des acteurs, des géants, des mastodontes numériques mondiaux, qui sont, pour certains Américains, pour certains Chinois. L'Europe a poussé, comme dans d'autres secteurs, à une ouverture à la concurrence, ce qui s'est traduit par beaucoup, beaucoup de régulation "*

"On vit dans un monde, où la vitesse compte autant que l'exactitude."

"Quand on parle de cybersécurité, il n'y a pas d'option européenne."

"Aux Etats-Unis, il y a trois opérateurs qui ont chacun plus de 100 millions de clients. En Chine, il y a trois opérateurs qui ont chacun quelques centaines de millions de clients. Le plus gros à 1 milliard de clients. Et en Europe, en moyenne, on a quatre opérateurs par pays et on a, en moyenne, 5 millions de clients !"

11h10-12h00 : Débat "Vaincre la guerre", avec Sylvie Bermann, le Général Bruno Courtois, Olivier Guez, Sébastien Lecornu, Pierre-Eric Pommellet et animé par Ruth Elkrief

Sébastien Lecornu : *"Le ministère des armées est un des plus grands employeurs de France et nous n'avons pas de problème de recrutement."*

"Aujourd'hui, la quête de sens dans une partie de notre jeunesse mène assez facilement à l'engagement sous les drapeaux."

"Parfois ce sont les élites, quelles qu'elles soient, qui sont plus difficiles à convaincre que la population."

Général Bruno Courtois : *"Quand vous êtes soldat, vous êtes forcément optimiste dans la jeunesse, j'ai une très grande confiance dans la jeunesse, qui est capable vraiment de s'engager."*

"Ce n'est pas de gagner qui compte, c'est de combattre."

"On a un vrai enjeu pour tenir dans la durée face à cette guerre hybride, c'est de toujours avoir accès à une information libre et choisie."

Pierre-Eric Pommellet : *"L'industrie de la défense a beaucoup souffert d'un manque d'attractivité."*

"La défense fait partie du développement durable, parce qu'il ne peut pas y avoir de développement durable, si on n'est pas capable de se défendre."

Olivier Guez : *"L'Europe a malheureusement cette envie d'être une grosse Suisse ! En fait, c'est l'Europe des barbecues, avec cette envie au fond de jouir des dividendes, comme si le monde n'avait pas changé."*

Sylvie Bermann : *"Il faut évoquer l'Europe comme une forme de mutualisation de la force."*

"On s'est fait des illusions en rejoignant la structure intégrée de l'Otan, en se disant bon maintenant on rentre dans la cour des grands."

"Il ne faut pas se faire d'illusions sur les Etats-Unis, c'est America first, à nous de défendre nos intérêts et à nous, France, de convaincre nos autres partenaires européens."

Sébastien Lecornu : *"La première des menaces, on n'en parle plus beaucoup, ça reste quand même la menace terroriste, qu'on finit par oublier, et il n'y a pas plus hybride que la menace terroriste."*

"On a de nouveau des risques de sécurité, tels qu'on les a connus pendant la guerre froide, mais les outils de régulation de la guerre froide, eux, sont en panne."

"On a des menaces, nous puissance nucléaire, d'autant plus hybrides qu'elles vont chercher à contourner notre dissuasion nucléaire et nos capacités conventionnelles, qui sont bonnes."

"Le premier risque, il est informationnel et démocratique. Est-ce qu'on est capable de garantir une campagne pour les élections municipales l'année prochaine et une campagne pour les élections présidentielles de 2027 sans ingérence étrangère ?"

"De plus en plus, la Russie s'en prendra à nos infrastructures, d'eau, de transport et d'énergie, parce que, derrière cela, il y a évidemment cette compétition économique."

"Est-ce qu'on est encore capable en 2025, 2026, de se dire qu'on a un héritage absolument fabuleux, tiré du début la Cinquième République. est-ce qu'on e massacre ou est-ce qu'au contraire on le préserve et on le lègue aux générations futures ? C'est aussi simple que ça."

Général Bruno Courtois : *"La guerre, c'est le cauchemar de l'humanité, donc tout le monde au fond de lui-même dit il faut absolument vaincre la guerre."*

"La guerre change de visage. aujourd'hui elle est plus insidieuse, elle passe par nos réseaux sociaux, elle passe par ce que nous avons tous dans nos poches, nos téléphones portables."

"Cette guerre réelle qui nous est menée tous les jours est la guerre informationnelle."

"En Afrique, au Sénégal, en République démocratique du Congo, les usurpations d'identité de Radio France Internationale, c'est un déluge et c'est tous les jours."

"Ce qu'on peut faire, c'est créer une forme de dissuasion numérique."

Pierre-Eric Pommellet : *"La guerre en Ukraine a montré cette nécessité absolue d'être agile, réactif, efficace."*

"L'importance est de permettre évidemment à nos forces armées de gagner la guerre, surtout de gagner la guerre qu'on n'aura pas à faire."

Olivier Guez : *"Les Américains se tournent vers l'Asie, c'est-à-dire qu'ils ont des priorités qui, aujourd'hui, ne correspondent plus nécessairement à celles de tout l'Occident. Pour eux, ce qui compte avant tout ce sont les intérêts américains, l'intérêt de l'Amérique aujourd'hui prévaut sur tous les dossiers."*

"Les Américains exigent, assez à juste titre, que les Européens se défendent et s'arment eux mêmes."

Sylvie Bermann : *"Les états ne sont prêts à la paix, à la diplomatie, que quand ils estiment qu'ils ne peuvent plus rien perdre ou plus rien gagner sur le terrain."*

"Aujourd'hui, on a le facteur Trump, qui lui n'est pas belliciste, il veut la paix, il veut le prix Nobel s'il arrive à mettre fin à cette guerre. Il fait le constat que c'est beaucoup plus difficile qu'il ne l'avait imaginé, parce que son raisonnement était un raisonnement rationnel et économique .Et ça ne marche pas, parce que Vladimir Poutine est dans une autre logique "

Sébastien Lecornu : *"Je pense qu'il y a un risque de décalage face à l'instabilité politique, qui interroge sur notre capacité à tenir nos engagements."*

"Ce que je vais essayer de faire, c'est de sanctuariser la question de la défense nationale dans notre débat politique, pour faire en sorte que l'ensemble des formations politiques arrivent à s'y retrouver. Je ne suis pas si pessimiste en cette rentrée, pour une simple et bonne raison, c'est que de la France insoumise au Rassemblement national, en passant par l'ensemble des formations politiques, toutes sont tout de même traversées par cette idée d'indépendance et de souveraineté."

10h40-11h10 : "Comment retrouver la croissance ?", avec Eric Lombard et animé par Marie Visot

"Les entreprises françaises, cette année, sont en train délivrer une performance remarquable."

"Au mois de juillet, 100000 entreprises nouvelles ont été créées."

"Il y a trois fatalités historiques que nous avons traitées depuis 2017 : le chômage, la désindustrialisation et la technologie."

"Pendant 40 ans, on a eu cette folie de penser qu'on pouvait être une puissance économique sans usine et sans industrie."

"Sur les technologies de demain, on est en pointe. Sur l'intelligence artificielle et sur la quantique, on est dans la course."

"La quatrième fatalité est celle de la dette, sur 2025, on est dans les clous, et je je suis convaincu que nous aurons pour 2026, et dans les délais, un budget qui va nous permettre d'arriver à quatre points six de déficit."

"Je ne crois pas à la crise financière parce que le pays est riche, le pays se développe, le pays est géré, il est tenu et les entreprises de France font le travail."

"Nous n'avons aucune difficulté à financer notre économie, je veux rassurer là-dessus. Notre sujet, c'est le coût de la dette, qui effectivement est trop élevée."

"La bonne solution en démocratie, c'est que nous ayons un accord politique pour faire les réformes nécessaires. Et cet accord, doit d'abord se faire sur la protection des entreprises, car c'est elles qui créent la richesse ?"

"Le crédit impôt recherche est quelque chose qu'il faut sanctuariser, parce que c'est essentiel pour maintenir la recherche en France."

"Tout sera discutable dans deux limites. Nous devons réduire le déficit et nous avons pris l'engagement de réduire le déficit, de réduire les dépenses de 44 milliards d'euros. Et nous devons protéger nos entreprises, parce que c'est ça qui fait, l'emploi c'est ça qui fait la croissance."

"Ce qui peut faire l'objet de discussions, c'est le partage de l'effort, dans la limite que cet effort d'équité soit accepté et compris."

"Le budget va être difficile pour les Français, puisque nous allons geler un certain nombre de prestations, nous allons geler les rémunérations des fonctionnaires. Nous n'allons pas indexer les retraites. Donc, si cet effort n'est pas partagé, nous avons démocratiquement un problème."

"Il y a un agenda de simplification. L'idée est que chaque nouvelle norme soit testée avec les PME avant d'être soumise au vote."

"Nous avons un avantage compétitif dans la durée. C'est une énergie stable, une énergie décarbonée. La transformation écologique est essentielle."

"Les tarifs étaient en moyenne de 8, ils passent à 15, c'est trop, mais c'est beaucoup mieux que ce que nous aurions eu face aux mesures de rétorsion que nous aurions pu prendre."

"En termes de défense, nous devons changer notre doctrine et nous y travaillons sous l'autorité du président de la République et demain avec les Allemands."

"Les dépenses publiques de notre pays, c'est 10 points de plus que la moyenne européenne, c'est 270 milliards de plus."

"Le dialogue est la seule façon de parvenir à un accord et d'avancer."

"Nous avons tous les outils pour que notre pays soit un des pays leaders en matière de développement économique dans l'équité et avec une économie décarbonée "

9h50-10h40 : Débat "Réindustrialisation : un enjeu de survie ?", avec Laurent Bataille, Bernard Fontana, Pierre-Jean Leduc, Alain Rousset, Frédéric Souillot, Anaïs Voy-Gillis et animé par Marc Landré

Anaïs Voy-Gillis : *"Il y a un enjeu sur la compétitivité dans les prix de l'énergie."*

"La compensation carbone, c'est un levier de compétitivité pour tous les grands consommateurs d'énergie en France. Et à chaque budget, tous les élus se posent la question de savoir s'il faut la remettre en question parce qu'on peut gagner de l'argent. Vous supprimez la compensation carbone, vous tuez tous les sites électro intensifs."

Bernard Fontana : *"L'énergie, en particulier l'électricité, est un des déterminants de la compétitivité industrielle."*

"Notre électricité est décarbonée, c'est un atout, elle est 10 fois plus décarbonée qu'en Allemagne ou en Italie, quatre fois plus décarbonée qu'en Espagne."

"Il y a un challenge pour continuer à électrifier les usages, mais Il faut travailler ensemble."

Laurent Bataille : *"Il faut réfléchir en termes de filière et de spécialité. Aujourd'hui, en France, on continue d'avoir des filières d'excellence, il faut absolument travailler à continuer de les développer."*

"La filière sur laquelle on ne doit pas rater la transformation, c'est celle du numérique. Et la France a une carte à jouer."

"Il est très clair que la France est en retard dans son automatisation et sa digitalisation."

"Il faut voir la transition énergétique et écologique, comme une chance majeure pour la France, pas comme une contrainte."

Pierre-Jean Leduc : "C'est difficile aujourd'hui de critiquer Bpifrance dans la dynamique qu'ils ont pu amener dans le tissu, notamment industriel, français."

"Nous sommes le pays de l'OCDE qui taxe le plus l'industrie."

"Des grands groupes industriels ne peuvent pas se développer sans un tissu de sous-traitance."

"A partir du moment où une entreprise est devenue internationale. évidemment, pour les PME françaises, c'est moins de fabrication et plus de fabrication à l'étranger."

"La plupart des entreprises françaises voient leur terrain de jeu, comme étant uniquement la France, alors que le terrain de jeu, il est européen ou il est mondial."

"Le vrai problème, c'est qu'on a un coût qui est trop important pour pouvoir être compétitif."

Alain Rousset : "36 % de l'emploi industriel net créé en France l'est en Nouvelle Aquitaine."

"Le problème de la France aujourd'hui sur le plan industriel, c'est celui des fonds propres, ce n'est pas seulement un problème de culture."

"Il faut des banques régionales d'investissements, qui soient présentes sur le terrain, qui connaissent humainement les hommes et les femmes."

"Je ne suis pas partisan de l'efficacité des réunions à Versailles !"

"La Chine vendra toujours moins cher ses batteries."

"Dans la compétitivité, il y a d'abord la productivité, et c'est la qualité de vie au travail qui fait bondir la productivité."

Frédéric Souillot : "Il faut faire de la réindustrialisation une réalité et pas seulement un slogan !"

"On parle toujours des usines qui ferment, jamais de celles qui ouvrent."

"Il faudrait que demain on remette un vrai ministre de l'industrie, pas juste rattaché quelque part."

"Tout commence dès l'orientation à l'école. Comment est ce qu'on envoie les jeunes vers l'industrie, le nucléaire et l'énergie décarbonée ?"

Laurent Bataille : "Trois aspects clés. Le premier, c'est la compétitivité. Le deuxième, c'est les volumes, et le troisième, c'est la modernisation."

"La concurrence en industrie n'est pas locale. Donc le prisme ne doit pas être que français. On doit réfléchir évidemment au marché européen et au marché mondial."

"Il faut vraiment qu'on essaie de créer un terrain de jeu qui soit beaucoup plus juste."

"Statistiquement, en France, une usine est deux à cinq fois moins automatisée qu'en Chine, cinq fois moins qu'en Corée du Sud. Cela veut dire qu'aujourd'hui on utilise moins de robots, moins d'automatismes."

Bernard Fontana : "Il y a un challenge, ce sont les compétences."

"Pour EDF, c'est 10000 CDI par an qui sont recrutés, dont 80 % en France."

"Il y a un travail d'attraction à faire et je pense qu'il faut le faire en montrant ce que c'est que l'industrie, parce que les gens ne connaissent pas forcément "

Anaïs Voy-Gillis : "Aujourd'hui, si tout le monde parle de réindustrialisation, on ne se donne pas vraiment les moyens de nos ambitions,"

"Il faut changer nos règles du jeu internes pour être plus compétitifs ou changer les règles du jeu du commerce international "

"Si on veut être sobre, nécessairement, cela interroge les modèles industriels."

"La vieille industrie, c'est l'acier, c'est l'aluminium, c'est la chimie. Croyez vous honnêtement qu'on puisse être souverain sans capacité de production d'acier, d'aluminium et de chimie sur le territoire européen ?"

9h00-9h50 : Débat "Qui va gagner le match des datas ?", avec Xavier Bertrand, Clara Chappaz, Bertrand Dumazy, Cyprien Falque, Octave Klabi et animé par Philippe Mabile

Cyprien Falque : "Il n'y a pas de marché unifié en Europe aujourd'hui !"

Bertrand Dumazy : "On a perdu assez sèchement le 1^{er} set et une des raisons pour lesquelles on l'a perdu c'est que la tech française et européenne est sous investie, sous capitalisée et surréglementée."

"La donnée, c'est le carburant de la croissance."

Clara Chappaz : "Il faut qu'on réduise la charge administrative sur les entreprises."

"Le point sensible sur les GAFAM est très juste, quand on entend des propos sur la régulation des GAFAM, se cache derrière une hégémonie commerciale des enjeux importants qui vont au-delà de cette question de la simplification."

Xavier Bertrand : "Tout d'abord, c'est un match qui se joue en France, mais qui se joue aussi sur d'autres terrains. C'est vrai au niveau européen. C'est vrai au niveau international. Il faut bien comprendre que si nous ne gagnons pas ce match, si nous ne jouons pas ce match, nous serons définitivement en deuxième division."

"On a besoin aussi de faire de la data une priorité politique partagée à tous les niveaux,"

"On va avoir besoin de serrer les clauses pour garantir que les règles américaines avant Trump et avec Trump ne s'appliqueront pas. Les garanties sont essentielles, mais il nous faut des datas centers chez nous !"

"Il faut que le monde de l'entreprise exprime combien tout le monde a absolument besoin de ces datas centers chez nous !"

"Il va falloir aussi doper les investissements."

"L'Europe doit innover avant de réglementer. Parce que tout ce qu'on est en train de faire aujourd'hui, c'est comme si on avait inventé le permis de conduire et qu'ensuite on avait inventé la voiture."

"On se fixe des règles que nous respectons à la lettre, le petit doigt sur la couture du pantalon, pendant que les autres ne respectent pas ces règles."

Clara Chappaz : "Nous sommes à un moment de vérité, va-t-on continuer à creuser la dette ou créer des investissements nécessaires pour créer le futur et gagner le match ?"

"Nous avons les entrepreneurs les plus déterminés, qui ont envie de gagner le match. Mais pour le gagner, il faut d'abord être très lucide. Aujourd'hui, on n'a pas les marges de manœuvre pour pouvoir investir comme on le voudrait dans toutes ces technologies, le cloud, la data, l'intelligence artificielle,"

"On est dans un monde de prédateurs, dans lequel certains pays n'attendent pas. Nous ne pouvons rester dans cette situation de vassalité heureuse, dans laquelle on a été depuis un certain nombre d'années "

"On est le continent où la data est la plus structurée, parce qu'on a 40 ans, 50 ans d'innovation industrielle derrière nous."

"Depuis 2018, on a lancé en France une stratégie nationale pour l'intelligence artificielle, sous l'impulsion du président de la République, pour se dire on a les talents, on va investir dans notre recherche, on a les infrastructures, on a une énergie nucléaire décarbonée abondante... Donc c'est un atout majeur."

"On fait tout ce qu'on peut pour accélérer la mise en place des projets et créer les solutions qui vont nous permettre de faire accélérer la recherche."

Cyprien Falque : "S3NS a été créée voilà cinq ans maintenant, c'est une filiale de Thalès qui a pour objectif de fournir un cloud de confiance. On se sent vraiment français et européen."

"On a besoin du cloud pour rester en vie."

Octave Klab : "Le cloud en Europe va représenter d'ici deux ans plus de chiffre d'affaires que l'ensemble des opérateurs téléco."

"Nous avons un plan d'extension à travers l'Europe. Même si on est aujourd'hui présent en Allemagne, Pologne, Angleterre, États-Unis, Canada, etc., on va renforcer notre typologie des data pour pouvoir aller plus loin et on va ouvrir bientôt l'Italie, dans quelques semaines, et le prochain sera Berlin "

"Les investissements sont tellement importants que vous ne pouvez pas just cibler un pays, un segment des clients, et leur vendre une typologie des produits, vous devez aller vraiment worldwide."

Bertrand Dumazy : "Sur nos plateformes, nous avons plus d'un million de transactions par mois, donc on prend très au sérieux le match de la data."

"Travailler avec des fournisseurs nord-américains n'est pas un choix, mais une obligation."

"La data, c'est la quatrième révolution industrielle."

"Nous n'avons pas gagné le premier set au niveau européen, mais nous allons gagner la bataille. Pour cela, trois conditions : une présence mondiale, un catalogue de services très riche et enfin trouver des développeurs, qui développent en prenant en compte une offre européenne."

"Il va falloir agir et agir vite !"